

# CONFIANCE... mais pas trop !

## Les évaluations au cœur du système Blanquer

Notre ministre de l'Éducation nationale, fidèle à ses orientations et à des idées qu'il avait mis en œuvre comme directeur général de l'enseignement scolaire sous Sarkozy, réinstaure des évaluations qu'il annonce au service des élèves... Évaluation au CP, au CE1, à l'entrée en sixième, tests de positionnement en seconde... tout cela s'ajoute donc aux bilans périodiques, aux évaluations du socle. Est-ce à dire que ces derniers ne seraient pas révélateurs du niveau d'acquisition des élèves et ne constitueraient pas un outil permettant d'organiser efficacement l'aide et le soutien aux élèves éprouvant des difficultés ?

S'il est permis de partager ce point de vue, pourquoi les conserver et alourdir d'autant la charge de travail des enseignants ?

Loin d'être conçues comme des outils pour aider les enseignants à adapter leurs séquences d'enseignement en fonction des acquis et difficultés des élèves (les enseignants ont-ils besoin de mesures standardisées pour apprécier le niveau des élèves et construire leurs progressions ?), ces nouvelles évaluations, qu'il faudra faire « remonter » à l'institution, serviront d'autres desseins : mesure de la performance des établissements avec classement ou non de ces derniers (la mise en concurrence est en marche...), mesure de la performance des enseignants en fonction des résultats des

élèves, servant une conception renouvelée de la méritocratie et la reconnaissance de ce « mérite » dans une individualisation plus grande des salaires, via des primes (cf article sur l'Éducation prioritaire). Il s'agit ici d'un retour de pratiques managériales que l'on pensait avoir laissé un peu de côté avec les accords PPCR. Ces acquis, il va falloir se rassembler pour les défendre pied à pied, tant les velléités de détricoter ce qui a été gagné sont fortes !

Ces évaluations n'ont donc rien de pédagogiques mais servent une idéologie libérale et managériale bien connue. Ne nous laissons pas bercer par les discours, l'école de la confiance n'est qu'un leurre et on en a ici la démonstration ! ■

# NON AU SPORT MARCHANDISÉ ! Vive le sport pour tous !

Les violentes attaques sur le ministère des sports (saignée sur les effectifs, nouvelle baisse du budget, création d'une agence pour le sport) s'inscrivent dans la feuille de route du Comité Action Publique 2022, qui demande à chaque ministère quelles missions de service public peuvent être transférées ou supprimées. Mais il ne s'agit pas uniquement de faire des économies.

Derrière cet argument officiel, en soi contestable, se cache en réalité une nouvelle vision du sport dans la société.

Le sport est un « marché » qu'il convient d'ouvrir davantage au monde économique. Il s'agit de développer les structures privées marchandes (EX : salles de fitness ou de soccer); les sportifs sont considérés comme des consommateurs qui paient une prestation commerciale.

Il s'agit aussi d'encourager la pratique libre autonome à des fins de santé (running, parcours de santé, ...) : il faut « bouger » !

A l'inverse, le gouvernement fragilise la pratique associative, qui contribue à renforcer l'engagement citoyen. Il supprime les emplois aidés et baisse les subventions des associations

sportives qui vont être contraintes d'augmenter le coût des adhésions, ce qui sonnera le glas du sport pour tous !

L'EPS et le sport scolaire sont aussi concernés. Cette idéologie s'inscrit sournoisement dans le quotidien des enseignants d'EPS. L'augmentation de la licence UNSS et la vision utilitariste de l'EPS en sont des exemples. De plus, la baisse du budget du ministère des sports impactera directement les moyens de financement du sport scolaire, puisque ce ministère est un des contributeurs de l'UNSS... Se dirige-t-on vers une nouvelle augmentation des licences ou sur des implications plus fortes du monde fédéral pour pallier ce « manque à gagner » ?

Le SNEP-FSU, qui milite pour un sport démocratisé et émancipateur, refuse cette vision du sport dans la société. Le sport ne doit pas être réservé à une élite, définie par le mérite individuel ou par la richesse financière. Le sport est une culture à part entière, qui doit être accessible à toutes et tous !

Il faut donc renforcer le service public du Sport et de l'Éducation ; telle est la demande du SNEP-FSU. ■

## Pour des équipements porteurs de plaisir, d'imaginaire et de Culture !

Essayer, recommencer, répéter, tester ses possibilités, les améliorer, les dépasser... Coopérer, s'entraider, s'affronter, se concurrencer, se mesurer aux autres... Sentir et ressentir l'engagement de tout son corps, vivre les émotions les plus variées, avoir envie, prendre du plaisir, rêver dans des installations sportives et artistiques belles, accueillantes, fonctionnelles, sécurisées, etc... Seulement devant le petit écran à l'occasion de coupes du monde, de championnats d'Europe, de JO et JOP ? Non !

Pour le SNEP FSU, qui revendique une conception culturaliste de l'EPS - et la développe de façon exhaustive dans le dernier Contre pied du Centre EPS et Société « EPS et culturalisme », juin 2018 -, c'est tout au long des 1 250h d'EPS obligatoire de sa scolarité, que l'élève doit pouvoir, à chaque étape de son niveau de pratique, apprendre dans des conditions matérielles optimales. Avec la publication depuis 2001 de 5 référentiels équipements, du « guide chantier » et avec sa contribution active aux exigences inscrites dans le guide équipements du Ministère de l'EN de 2012, le SNEP FSU a clairement pris l'option d'équipements sportifs permettant à toutes et tous l'entrée en connaissance avec « l'essence des APSA ». Tous les équipements nouveaux ou rénovés sur la base des préconisations développées dans nos référentiels, ont permis un bond qualitatif considérable dans les apprentissages. Par son travail acharné et continu sur la question des équipements sportifs et artistiques, seul le SNEP-FSU a permis que, durant leur scolarité, des élèves passent enfin du rêve à la réalité. Une démarche dont le gouvernement, qui appelle de ses vœux 3 millions de pratiquantEs supplémentaires d'ici les JOP de 2024, ferait bien de s'inspirer, financements correspondants à l'appui ! ■